

Gelet op het besluit van 10 oktober 2002 betreffende de controleprocedure voor de dopingpraktijk en tot vaststelling van de inwerkingtreding van sommige bepalingen van het decreet van 8 maart 2001 betreffende de promotie van de gezondheid bij de sportbeoefening, het dopingverbod en de preventie van doping in de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het besluit van 5 december 2002, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op het advies van de Franstalige Commissie voor de promotie van de gezondheid bij de sportbeoefening, gegeven op 21 november 2003;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor Lichamelijke Opvoeding, Sport en Openluchtlevens van de Franse Gemeenschap, gegeven op 28 november 2003;

Overwegende dat er dringende noodzakelijkheid bestaat omdat de nieuwe lijst van verboden substanties en verboden middelen van het Wereldagentschap tegen Doping (WADA) op 1 januari 2004 in werking treedt, en omdat de lijst die in de Franse Gemeenschap van toepassing is in overeenstemming met die lijst moet zijn;

Op de voordracht van de Minister tot wier bevoegdheid de Gezondheid behoort;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 december 2003,

Besluit :

Artikel 1. De bijlage van het besluit van 10 oktober 2002 betreffende de controleprocedure voor de dopingpraktijk en tot vaststelling van de inwerkingtreding van sommige bepalingen van het decreet van 8 maart 2001 betreffende de promotie van de gezondheid bij de sportbeoefening, het dopingverbod en de preventie van doping in de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het besluit van 5 december 2002, wordt vervangen door de bij dit besluit gevoegde bijlage.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2004.

Brussel, 10 december 2003.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,

Mevr. N. MARECHAL

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 230

[2004/200092]

4 DECEMBRE 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la guidance sociale énergétique

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, notamment les articles 37, alinéa 1^{er}, 7^o et 45, alinéa 2;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 15 juillet 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 17 juillet 2003;

Vu l'avis du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne, donné le 24 septembre 2003;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 36.000/4 du Conseil d'Etat, donné le 27 octobre 2003 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1^o décret : le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz.

2^o administration : la Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Energie du Ministère de la Région wallonne.

Art. 2. La guidance sociale énergétique comprend des interventions relevant des deux axes suivants :

1^o axe énergétique comprenant des actions de nature curative et préventive. Les actions sont curatives dès lors que le centre public d'aide social est sollicité en application de l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 relatif à la Commission locale d'avis de coupure. Les actions préventives ont pour objectif d'aider les personnes à mieux utiliser l'énergie et à mieux maîtriser leurs consommations, notamment par la mise en œuvre d'un programme spécifique d'information et de sensibilisation conçu et adapté au public cible concerné. Elles visent à identifier les causes potentielles des difficultés rencontrées par les personnes dans le cadre de leur gestion énergétique, à proposer des solutions tant individuelles que plus générales pouvant générer une réponse structurelle à certains types de problèmes rencontrés et à assurer un accompagnement de leur mise en œuvre, y compris le cas échéant en ce qui concerne le logement;

2^o axe d'information visant à faciliter l'accès aux aides financières existantes permettant notamment de réaliser des investissements énergétiques. Un recours technique peut être demandé aux guichets de l'énergie.

Art. 3. Sous réserve des moyens disponibles, les actions menées dans le cadre des deux axes visés à l'article 2 sont financées par le Fonds Energie, conformément à l'article 37, 7^o, du décret.

Art. 4. § 1^{er}. Avant le 15 mars de chaque année, tout centre public d'aide sociale peut introduire auprès du Ministre une proposition de plan relatif à la guidance sociale énergétique.

Ce plan définit les actions de nature préventive telles que visées à l'article 2, 1^o, ainsi que les actions d'information visées à l'article 2, 2^o, qui seront mises en œuvre par le centre public d'aide sociale. Il peut notamment prévoir des mesures de préfinancement des aides à l'investissement, à l'exclusion de la prise en charge de l'investissement matériel stricto sensu, des réunions d'information décentralisées, la publication de documents explicatifs adaptés notamment en matière de facturation des énergies. Ce plan couvre deux années, la première débutant le 1^{er} juin 2004.

Chaque année, les centres publics d'aide sociale élaborent un rapport permettant d'identifier des solutions structurelles aux problèmes rencontrés et transmettent ces propositions aux instances concernées.

Le plan détaille le budget alloué à chaque action, le nombre de bénéficiaires du revenu d'intégration sociale sur le territoire de la commune en vue de déterminer le budget maximal admissible conformément au § 2, le nombre de personnes visées par le programme d'action et la structure organisationnelle mise en place visant à la réalisation de la guidance sociale énergétique proposée. Le plan ne doit pas concerner exclusivement ou dans son intégralité les personnes bénéficiant du revenu d'intégration sociale, mais peut recouvrir tout ensemble de personnes jugé prioritaire en terme de guidance sociale énergétique préventive.

§ 2. Le budget alloué à chaque centre public d'aide sociale pour la mise en œuvre du plan accepté est limité à 250 euros par bénéficiaire du revenu d'intégration sociale qu'il a en charge, avec un plafond maximum de 50.000 euros.

§ 3. Le Ministre statue dans les deux mois de l'introduction de la demande, après avis d'une commission composée de représentants du Ministre de l'Energie et de son administration, du Ministre des Affaires sociales, du Ministre du Logement et d'un représentant des CPAS. La commission est également chargée du pilotage de l'avancement des plans, notamment en matière de retour d'information structuré sur les expériences mises en œuvre.

§ 4. Dans la mesure où le plan est accepté, le centre public d'aide sociale introduit une demande auprès de l'administration afin d'obtenir une avance dont le montant s'élève à 50 % du budget accepté. Le montant est mis en liquidation dans les quinze jours de la demande.

Semestriellement, le centre public d'aide sociale adresse, en trois exemplaires, à l'administration, une déclaration de créance accompagnée d'un relevé des dépenses ainsi que des pièces justificatives relatives aux actions menées.

A la réception du relevé des dépenses, l'administration vérifie celui-ci et les pièces justificatives qui l'accompagnent. Après avoir déterminé le montant des dépenses admissibles, l'administration le met en liquidation de façon à reconstituer l'avance visée à l'alinéa 1^{er}.

A la réception du dernier relevé des dépenses, après vérification, l'administration met en liquidation le solde des dépenses en tenant compte du solde de l'avance toujours existant.

Le centre public d'aide sociale mentionne sur sa déclaration de créance le numéro de son compte financier et insère la mention "montant certifié sincère et véritable".

§ 5. L'administration peut requérir du centre public d'aide sociale toutes les informations et documents nécessaires au contrôle des dépenses visées par le présent arrêté.

Art. 5. Annuellement, sous réserve des crédits disponibles dans le Fonds Energie, la Région organise un module de formations à destination du personnel des centres publics d'aide sociale assurant la guidance sociale énergétique.

Les formateurs sont désignés par marché public; le cahier général des charges est soumis pour avis à la commission visée à l'article 4, § 3.

Le montant maximum pouvant être pris en charge par le Fonds Energie est fixé à 150.000 euros.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 7. Le Ministre de l'Energie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 4 décembre 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 230

[2004/200092]

4. DEZEMBER 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung bezüglich der sozialen Energiebetreuung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2003 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, insbesondere der Artikel 37, Absatz 1, 7^o und 45, Absatz 2;

Aufgrund des am 15. Juli 2003 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 17. Juli 2003 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 24. September 2003 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region);

Aufgrund des Beschlusses der Regierung bezüglich des Antrags auf ein Gutachten des Staatsrats innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet;

Aufgrund des am 27. Oktober 2003 in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 1^o der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 36.000/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers des Transportwesens, der Mobilität und der Energie;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1^o Dekret: das Dekret vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts;

2° Verwaltung: die Generaldirektion der Technologien, der Forschung und der Energie des Ministeriums der Wallonischen Region.

Art. 2 - Die soziale Energiebetreuung umfasst Aktionen, die auf den beiden nachstehenden Zielrichtungen beruhen:

1° die energiebezogene Zielrichtung, die Aktionen kurativer und präventiver Art umfasst. Die Aktionen sind kurativ wenn das öffentliche Sozialhilfezentrum in Anwendung des Artikels 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 über die lokale Kommission für die Begutachtung der Stromsperrung eingeschaltet wird. Die präventiven Aktionen haben zum Ziel, die Personen im Hinblick auf eine bessere Benutzung der Energie und eine bessere Beherrschung ihres Energieverbrauchs zu unterstützen, insbesondere durch die Einführung eines spezifischen Informations- und Sensibilisierungsprogramms, das dementsprechend ausgearbeitet und der betroffenen Zielgruppe angepasst ist. Sie zielen darauf ab, die potenziellen Ursachen der Schwierigkeiten zu identifizieren, denen die Personen im Rahmen ihres Umgangs mit der Energie begegnen, sowohl individuelle, als auch allgemeinere Lösungen vorzuschlagen, die eine strukturelle Antwort auf eine bestimmte Art der begegneten Probleme geben und eine Begleitung bei deren Anwendung zu gewährleisten, gegebenenfalls einschließlich in Sachen Wohnungswesen;

2° die informative Zielrichtung, die auf die Erleichterung des Zugangs zu vorhandenen finanziellen Unterstützungen ausgerichtet ist, durch die insbesondere energiebezogene Investitionen durchgeführt werden können. Eine technische Zuhilfenahme kann bei den Energieberatungsstellen beantragt werden.

Art. 3 - Vorbehaltlich der verfügbaren Mittel werden die im Rahmen der beiden, in Artikel 2 erwähnten Zielrichtungen ausgeführten Aktionen gemäß Artikel 37, 7° des Dekrets von dem Energiefonds finanziert.

Art. 4 - § 1. Vor dem 15. März eines jeden Jahres kann jedes öffentliche Sozialhilfezentrum beim Minister einen Planvorschlag bezüglich der sozialen Energiebetreuung einreichen. Dieser Plan bestimmt die in Artikel 2, 1° erwähnten Aktionen präventiver Art, sowie die in Artikel 2, 2° erwähnten informativen Aktionen, die von dem öffentlichen Sozialhilfezentrum ausgeführt werden. Er kann insbesondere Maßnahmen zur Vorfinanzierung der Investitionsbeihilfen vorsehen, mit Ausnahme der Kostenübernahme der materiellen Investition *stricto sensu*, sowie dezentralisierte Informationsversammlungen und die Veröffentlichung von insbesondere im Bereich der Fakturierung der Energien angepassten Erläuterungsdokumenten. Dieser Plan deckt zwei Jahre, wobei das erste Jahr am 1. Juni 2004 beginnt.

Jedes Jahr erstellen die öffentlichen Sozialhilfezentren einen Bericht, dem strukturelle Lösungen zu den angetroffenen Schwierigkeiten entnommen werden können, und übermitteln diese Vorschläge den betroffenen Instanzen.

In dem Plan werden der jeder Aktion zugeteilte Haushalt, die Anzahl der Bezieher des sozialen Integrationseinkommens auf dem Gebiet der Gemeinde im Hinblick auf die Festsetzung des höchstzulässigen Haushalts gemäß § 2, die Anzahl der von dem Aktionsprogramm betroffenen Personen und die eingesetzte organisatorische Struktur zur Durchführung der vorgeschlagenen sozialen Energiebetreuung ausführlich angegeben. Der Plan muss nicht ausschließlich oder in seiner Gesamtheit die Personen betreffen, die das soziale Integrationseinkommen beziehen, sondern kann jede Gruppe von Personen umfassen, die hinsichtlich der präventiven sozialen Energiebetreuung als vorrangig erachtet wird.

§ 2. Der jedem öffentlichen Sozialhilfezentrum zugeteilte Haushalt für die Durchführung des angenommenen Plans wird auf 250 Euro je Bezieher des sozialen Integrationseinkommens, mit dessen Betreuung das Zentrum beauftragt ist, beschränkt, wobei die Höchstbetragsgrenze 50.000 Euro beträgt.

§ 3. Der Minister fasst innerhalb von zwei Monaten nach der Einreichung des Antrags und nach Begutachtung durch einen Ausschuss, der sich aus Vertretern des Ministers der Energie und seiner Verwaltung, des Ministers der sozialen Angelegenheiten, des Ministers des Wohnungswesens und einem Vertreter der ÖSHZ zusammensetzt, einen Beschluss. Der Ausschuss wird ebenfalls mit der Führung des weiteren Verlaufs der Pläne beauftragt, insbesondere in Sachen strukturierte Rücksendung von Informationen über die durchgeführten Experimente.

§ 4. Sofern der Plan angenommen wird, reicht das öffentliche Sozialhilfezentrum bei der Verwaltung einen Antrag ein, um einen Vorschuss zu erhalten, dessen Betrag sich auf 50% des angenommenen Haushalts beläuft. Der Betrag wird innerhalb von fünfzehn Tagen ausgezahlt.

Jedes Semester übermittelt das öffentliche Sozialhilfezentrum der Verwaltung eine Forderungsanmeldung in drei Exemplaren, der ein Ausgabenverzeichnis, sowie Belege bezüglich der ausgeführten Aktionen beigelegt werden.

Nachdem die Verwaltung das Ausgabenverzeichnis erhalten hat, überprüft sie dieses und die beigelegten Belege. Nachdem die Verwaltung den Betrag der zulässigen Ausgaben bestimmt hat, zahlt sie ihn derart aus, dass der in Absatz 1 erwähnte Vorschuss rückgebildet wird.

Nachdem die Verwaltung das letzte Ausgabenverzeichnis erhalten hat, zahlt sie nach dessen Überprüfung den Restbetrag der Ausgaben aus, wobei der noch vorhandene Restbetrag des Vorschusses berücksichtigt wird.

Das öffentliche Sozialhilfezentrum gibt auf seiner Forderungsanmeldung die Nummer seines Finanzkontos an und fügt den Vermerk "Betrag für richtig bescheinigt" ein.

§ 5. Die Verwaltung kann von dem öffentlichen Sozialhilfezentrum alle für die Kontrolle der in dem vorliegenden Erlass erwähnten Ausgaben notwendigen Informationen und Unterlagen anfordern.

Art. 5 - Unter Vorbehalt der verfügbaren Mittel im Energiefonds organisiert die Region jährlich ein für das Personal der öffentlichen Sozialhilfezentren, das die soziale Energiebetreuung gewährleistet, bestimmtes Ausbildungsprogramm.

Die Ausbilder werden per öffentlichen Auftrag bezeichnet; das allgemeine Lastenheft wird dem in Artikel 4, § 3 erwähnten Ausschuss zur Begutachtung unterbreitet.

Der Höchstbetrag, der von dem Energiefonds übernommen werden kann, wird auf 150.000 Euro festgelegt.

Art. 6 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 7 - Der Minister der Energie wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 4. Dezember 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
J. DARAS

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 230

[2004/200092]

4 DECEMBER 2003. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de sociale begeleiding inzake energie

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, inzonderheid op de artikelen 37, eerste lid, 7^o, en 45, tweede lid;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 15 juli 2003;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 17 juli 2003;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge raad van de steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 24 september 2003;

Gelet op de beraadslaging van de Regering over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen hoogstens één maand;

Gelet op het advies 36.000/4 van de Raad van State, uitgebracht op 27 oktober 2003, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o decreet : het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt;

2^o administratie : het Directoraat-generaal Technologieën, Onderzoek en Energie van het Ministerie van het Waalse Gewest.

Art. 2. De sociale begeleiding inzake energie bestaat uit twee soorten tussenkomsten :

1^o op energetisch vlak, waar curatieve en preventieve acties gevoerd worden. Er is sprake van curatieve acties zodra een beroep gedaan wordt op een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn overeenkomstig artikel 6 van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 betreffende de plaatselijke commissie inzake bericht van onderbreking. Preventieve acties beogen hulpverlening aan een doelpubliek teneinde zijn energiegebruik en verbruiksbeheer te verbeteren, met name door het tot stand brengen van een informatie- en sensibiliseringsprogramma dat specifiek voor hem ontworpen en bedacht wordt. De acties beogen de opsporing van de potentiële oorzaken van de problemen waarmee personen geconfronteerd kunnen worden in het kader van hun energetisch beheer, het voorstellen van zowel individuele als meer algemene oplossingen die structureel kunnen inspelen op bepaalde soorten problemen, en een begeleiding bij de tenuitvoerlegging ervan, in voorkomend geval ook wat de huisvesting betreft;

2^o op informatief vlak, om de toegang tot de bestaande financiële hulp te vergemakkelijken zodat o.a. energetische investeringen verwezenlijkt kunnen worden. Er kan een technisch beroep gedaan worden op de energieloketten.

Art. 3. Binnen de perken van de beschikbare middelen worden de acties die gevoerd worden op de twee vlakken bedoeld in artikel 2, gefinancierd door het Energiefonds, overeenkomstig artikel 37, 7^o, van het decreet.

Art. 4. § 1^{er}. Elk openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn kan de Minister jaarlijks vóór 15 maart een plan voorstellen i.v.m. de sociale begeleiding inzake energie.

Dat plan bepaalt de preventieve acties bedoeld in artikel 2, 1^o, alsook de informatieve acties bedoeld in artikel 2, 2^o, die het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn ten uitvoer zal brengen. Het plan kan o.a. voorzien in maatregelen betreffende de prefinanciering van de investeringshulp, met uitsluiting van de tenlasteneming van de materiële investering stricto sensu, in gedecentraliseerde informatievergaderingen, in de publicatie van geschikte verklarende documenten, met name wat de energiefacturering betreft. Het plan bestrijkt twee jaren, te rekenen van 1 juni 2004.

De openbare centra voor maatschappelijk welzijn stellen jaarlijks een rapport op aan de hand waarvan structurele oplossingen voor de tegengekomen problemen gevonden kunnen worden. Die oplossingen worden aan de betrokken instanties voorgelegd.

Het plan vermeldt uitvoerig de kredieten die voor elke actie uitgetrokken worden, het aantal gerechtigden op een inkomen van sociale integratie op het grondgebied van de gemeente om de toelaatbare maximumbegroting overeenkomstig § 2 te bepalen, het aantal personen waarop het actieprogramma betrekking heeft en de tot stand gebrachte organisationele structuur die de verwezenlijking van de sociale begeleiding inzake energie beoogt. Het plan moet niet uitsluitend of integraal betrekking hebben op personen die in aanmerking komen voor een inkomen van sociale integratie maar kan ook bestemd zijn voor elke groep van personen die als prioritair beschouwd wordt voor preventieve sociale begeleiding inzake energie.

§ 2. Om het aangenomen plan toe te passen, ontvangt elk openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn hoogstens 250 euro per rechthebbende op een inkomen van sociale integratie die het ten laste heeft, waarbij het maximumbedrag niet hoger dan 50.000 euro mag zijn.

§ 3. De Minister beslist binnen twee maanden na de indiening van de aanvraag, na advies van een commissie samengesteld uit vertegenwoordigers van de Minister van Energie en van diens administratie, van de Minister van Sociale Aangelegenheden, van de Minister van Huisvesting en van een vertegenwoordiger van de O.C.M.W.'s. De commissie wordt ook belast met de sturing van de vordering van de plannen, o.a. inzake de gestructureerde feedback betreffende de uitgevoerde experimenten.

§ 4. Voorzover het plan aanvaard wordt, verzoekt het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn de administratie om een voorschot gelijk aan 50 % van de goedgekeurde begroting. Het bedrag wordt betaald binnen vijftien dagen na de aanvraag.

Het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn bezorgt de administratie om de zes maanden in drie exemplaren een verklaring van schuldvordering, die vergezeld gaat van een uitgavenlijst en van de bewijsstukken betreffende de gevoerde acties.

Na ontvangst controleert de administratie de uitgavenlijst en de bijgevoegde bewijsstukken. Ze bepaalt het bedrag van de toelaatbare uitgaven en betaalt het zodat het voorschot bedoeld in het eerste lid opnieuw aangelegd kan worden.

Na ontvangst en verificatie van de laatste uitgavenlijst betaalt de administratie het saldo van de uitgaven met inachtneming van het saldo van het bestaande voorschot.

Het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn vermeldt zijn bankrekeningnummer op de verklaring van schuldvordering en gebruikt de formule "waar en oprecht verklaard bedrag".

§ 5. De administratie mag het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn verzoeken om alle gegevens en documenten die noodzakelijk zijn voor de controle van de uitgaven bedoeld in dit besluit.

Art. 5. Binnen de perken van de kredieten waarover het Energiefonds beschikt, organiseert het Gewest jaarlijks een opleidingsmodule voor het personeel van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn die instaan voor sociale begeleiding inzake energie.

De opleiders worden aangewezen via een overheidsopdracht; de algemene aannemingsvoorwaarden worden voor advies overgelegd aan de commissie bedoeld in artikel 4, § 3.

Het maximumbedrag dat het Energiefonds ten laste mag nemen, wordt vastgelegd op 150.000 euro.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 7. De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 4 december 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2004 — 231

[2004/31014]

5 DECEMBER 2003. — Ordonnantie houdende instemming met het Internationaal Verdrag inzake hulpverlening, gedaan te Londen op 28 april 1989

De Brusselse Hoofdstedelijke Raad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. Het Internationaal Verdrag inzake hulpverlening, gedaan te Londen op 28 april 1989, zal volkomen gevolgd hebben.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 5 december 2003.

De Minister-Voorzitter Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing en Wetenschappelijk Onderzoek,

D. DUCARME

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Openbare Werken, Vervoer, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

J. CHABERT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewelkegelegenheid, Economie, Energie en Huisvesting,

E. TOMAS

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Ambtenarzaken en Externe Betrekkingen,

G. VANHENGEL

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Leefmilieu en Waterbeleid, Natuurbehoud, Openbare Netheid en Buitenlandse Handel,

D. GOSUIN

Nota

(1) *Documenten van de Raad :*

Gewone zitting 2002-2003.

A-434/1. Ontwerp van ordonnantie.

Gewone zitting 2003-2004.

A-434/2. Verslag.

Volledig verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van vrijdag 28 november 2003.

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2004 — 231

[2004/31014]

5 DECEMBRE 2003. — Ordonnance portant assentiment à la Convention internationale sur l'assistance, faite à Londres le 28 avril 1989

Le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. La Convention internationale sur l'assistance, faite à Londres le 28 avril 1989, sortira son plein et entier effet.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 5 décembre 2003.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine et de la Recherche scientifique,

D. DUCARME

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Travaux publics, du Transport et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente,

J. CHABERT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie, de l'Energie et du Logement,

E. TOMAS

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,

G. VANHENGEL

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Environnement et de la Politique de l'Eau, de la Conservation de la Nature, de la Propreté publique et du Commerce extérieur,

D. GOSUIN

Note

(1) *Documents du Conseil :*

Session ordinaire 2002-2003.

A-434/1. Projet d'ordonnance.

Session ordinaire 2003-2004.

A-434/2. Rapport.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du vendredi 28 novembre 2003.